

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**Contre les licenciements et l'austérité,
par les luttes et les résistances,**



photothèque rouge/JMB

**construire une
opposition de gauche**

Luttes de classe dans l'automobile

**Contre la dette, le TSCG et le plan
Draghi**



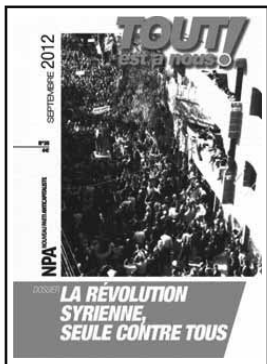
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à **TOUT EST A NOUS !**

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdou seul ou à l'hebdou couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdou et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdou à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdou <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Dossier : Lutte des classes dans l'automobile p.4-7

- Ford Blanquefort : jamais deux sans trois
- Il faut le tous ensemble parce qu'on ne gagnera pas seuls
- Lutte des classes...

Nos vies, pas leurs profits p.8-10

- 3 millions de chômeurs, 3 millions de trop
- Logement à Bordeaux : bonne nouvelle...
- Echos du commerce (bul. SCASO Cestas)
- Les cuisines centrales de Pessac données au privé
- Débats dans la CGT
- A la Monnaie, le pouvoir change, le PDG reste...

Santé p.11

- Interview de B. Couadou : «...tout dépassement d'honoraires est abusif.»

«Plan Draghi», TSCG, MES... p.12-13

- 6h contre la dette et le TSCG
- Mots nouveaux, vieilles ficelles, même impasse
- De Merkozy à Merkollande
- Derrière le «mystère» des marchés
- L'arnaque de l'«aide» aux pays surendettés

Education p.14

- Ecole, imposer le changement
- Ecran de fumée

Du pouvoir... p.15

- Cumulards un jour, cumulards toujours
- A lire : *Discours sur la servitude volontaire*, d'Etienne de La Boétie

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : Jean-Louis Danfous

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Contre les licenciements et l'austérité, construire une opposition de gauche au gouvernement

Le candidat Hollande nous avait promis le « changement »... Des milliers de salariés font aujourd'hui l'expérience amère de ce que changement veut dire dans la bouche du président et de ses ministres. Le bluff du ministère du Redressement productif a fait long feu devant la vague de licenciements qui déferle depuis la fin de la séquence électorale et ne rend que plus pitoyable le bagout prétentieux de son ministre, Montebourg, qui n'a d'autre solution à proposer pour « redresser l'économie » que le « patriotisme économique »... des consommateurs invités à « acheter français » !

Il est vrai que ses rodomontades face au plan de liquidation mis en œuvre par PSA se sont achevées par une déroute sans gloire devant les actionnaires de PSA, et ça n'est pas l'intervention du président lui-même, jeudi 20, qui a pu redresser la barre : le gouvernement ne fera rien pour s'opposer à la volonté des patrons qui licencient.

Cette attitude du gouvernement face aux licenciements à PSA comme ailleurs est à l'image de sa politique à l'égard de la crise de la dette et à la dictature des marchés financiers.

Le candidat Hollande s'était posé en champion de la lutte contre la finance. Il avait promis qu'il renégocierait le Traité de stabilité, de coordination et de gouvernance (TSCG), le nouveau « pacte budgétaire européen » concocté par Merkel-Sarkozy qui, sous prétexte de réduire les déficits, généralise et rend quasi automatiques les politiques d'austérité qui frappent les peuples européens. A peine au pouvoir, il cherche maintenant à le faire passer au plus vite et en l'état au Parlement, montrant à ceux qui en auraient douté la véritable nature de la politique qu'il entend défendre, en droite ligne de celle de Sarkozy-Fillon.

Pas plus qu'il ne compte s'opposer aux patrons pour empêcher les licenciements, il ne compte mettre fin à une politique qui finance par milliards les responsables de la crise, les banques, en ponctionnant toujours plus la population, les travailleurs. C'est l'illustration claire de la soumission de ce gouvernement prétendument de gauche au grand patronat industriel et financier. Un gouvernement qui mène la lutte des classes au bénéfice des classes dominantes, contre les travailleurs.

C'est bien pourquoi les luttes pour interdire les licenciements sont indissociables des luttes contre les politiques d'austérité. Le 9 octobre, une journée syndicale pour la défense des emplois dans le privé et le public est annoncée et commence à s'élargir... Le 30 septembre, une manifestation unitaire est annoncée contre le TSCG... Il nous faut

nous emparer de ces initiatives pour affirmer la nécessité de faire converger nos luttes pour gagner.

Mais ces réponses sur le terrain social doivent s'accompagner d'une réponse sur le terrain politique. La politique du gouvernement ne peut être perçue que comme une lâche reculade permanente par ceux qui ont cru un tant soit peu aux maigres promesses des campagnes électorales du PS et de ses alliés, aux coups de menton de Montebourg, au baratin lénifiant du président

et de son premier ministre. La droite et l'extrême droite sont en embuscade pour tenter de dévoyer les désillusions, voire le désespoir qui pourraient en résulter, pour prendre la relève, au profit des mêmes intérêts.

Il est plus qu'urgent de construire une autre perspective, une opposition de gauche unitaire seule capable de combattre la politique d'austérité et les licenciements au nom des exigences des travailleurs.



Dans le secteur de la production automobile, comme partout ailleurs, la crise du capitalisme fait des ravages. Le patronat est engagé dans une véritable guerre de classe pour maintenir ses profits face à des travailleurs qui engagent ou poursuivent leurs résistances, comme ceux de PSA à Rennes et Aulnay, et bien sûr, les salariés de Ford à Blanquefort. Ce dossier revient sur quelques éléments de cette bataille.

Usine Ford Blanquefort

Jamais deux sans trois

Contrairement à ce que déclarent les dirigeants de Ford Europe, l'avenir de l'usine et le maintien de 1000 emplois minimum sont très loin d'être garantis. Comme par hasard depuis fin juin, moment où nous avons affirmé l'intention d'organiser une nouvelle manifestation au Mondial de l'automobile, Ford s'agite pour rassurer à la fois salariés et pouvoirs publics.

Opération séduction

Une véritable opération de communication s'est déclenchée : une venue de la direction de Ford Europe à l'usine le 4 juillet (ce n'était pas arrivé depuis mai 2011), un Comité de Pilotage avec préfet et élus locaux au cours duquel Ford annonça le retour envisagé du logo Ford sur l'usine (un scoop !), une des exigences des salariés. Donc beaucoup de gesticulations mais malheureusement, pas de nouveautés réelles. Pour assurer la pérennité du site, pour vraiment assurer le maintien des emplois de tous, il n'y a pas de secret : il faut faire des investissements supplémentaires, il faut un gros projet supplémentaire, il faut réintégrer l'usine au plan de production de Ford Europe. Ce qui n'est pas le cas. Le danger est réel que Ford essaie de gagner du temps, de nous lanterner et de faire accepter progressivement une usine avec 600 à 800 emplois, une usine plus facile à liquider d'ici 2-3 ans.

Un retour gagné par la lutte

Ford a racheté son usine parce que la mobilisation a exercé une pression importante. Une bataille jamais abandonnée depuis février 2007. A force d'actions, de manifestations au Mondial de l'auto (2008, 2010) nous avons

bousculé la stratégie de la multinationale. La fin de la production était programmée pour avril 2010 et la fin de l'usine avec. Mais si Ford est revenu, décidant de mettre en place de nouvelles activités (dont une nouvelle boîte de vitesse), cela n'empêche pas que cela semble transitoire, et pas un réel changement de politique.

Alors les militants des syndicats CFTC, CFDT et CGT ont décidé de remettre une couche de mobilisation. L'ambiance n'est pourtant pas à la lutte. Les collègues sont plutôt résignés ou plus ou moins désespérés après une longue période de doute. Sentiments renforcés par des longues périodes de chômage partiel qui touche la majorité des salariés. Il y en a environ 300 au travail sur les 1100 que nous sommes aujourd'hui.

Climat social difficile mais une nécessité de faire entendre notre voix

La sous-activité de l'usine dure depuis un an. L'éloignement des collègues provoque un affaiblissement inévitable du collectif, une perte des liens sociaux si utile pour discuter, pour résister ensemble. Et puis aujourd'hui tout pèse dans le sens de la résignation. L'actualité sociale avec la multiplication des plans de licenciements, de fermetures d'usines, la montée du chômage et de la pauvreté, les reculs des services publics, l'augmentation des prix... cela fait beaucoup.

Même si l'ambiance ne pousse pas à l'action, il est vital d'essayer de se remobiliser, de ne pas s'enfoncer dans la spirale de l'attentisme. Les suppressions d'emplois doivent être stoppées, notre avenir doit être garanti. Pour cela il faut retrouver de la confiance

dans nos forces et de l'espoir. Il est primordial que nous retrouvions l'envie d'en découdre. Dans ce contexte, la manifestation au Mondial de l'auto est l'occasion, la seule occasion dans l'immédiat de nous faire entendre. Cette action doit être un déclic, elle doit permettre aux salariés de reprendre leurs affaires en mains.

La suite de la bataille est donc de remplir ce 3ème « train pour l'emploi ». L'objectif est de frapper un grand coup, de toucher à l'image de Ford là où ça peut faire mal : dans la vitrine commerciale des constructeurs. Une manifestation qui peut réamorcer la bataille des salariés pour la défense de nos emplois sans oublier la défense de nos salaires et de nos conditions de travail.

Comme nous le disons souvent : Ne lâchons rien !

Philippe Poutou



Il faut le « tous ensemble » parce qu'on ne gagnera pas seuls

L'opération « le train pour l'emploi » porte la perspective de l'élargissement nécessaire de la mobilisation. Le « tous ensemble » doit être plus qu'un slogan de manifestation. Pour stopper les licenciements ou les suppressions d'emplois nous avons réellement besoin de faire converger les résistances. C'est pour cette raison, plus que les fois précédentes, que nous mettons l'accent sur la défense des emplois de tous dans la région.

L'usine Ford, c'est aujourd'hui 1100 emplois et 4 fois plus d'emplois induits par l'activité. Ce sont les emplois de la sous-traitance, les équipementiers, la logistique, les commerces, les employés municipaux, les services publics... ça va loin. L'emploi des uns est véritablement lié à l'emploi des autres. En fait, cela concerne l'ensemble de la population. On pourrait défendre une usine comme on doit défendre une maternité, une école ou un bureau de poste. Il en va ainsi du niveau social d'une région et des conditions de vie des habitants.

Ford reste une grande usine et grâce à cela, les salariés en lutte peuvent se faire entendre mieux que beaucoup d'autres (par la médiatisation notamment). A l'occasion de la manifestation à Paris, les salariés d'autres entreprises, du privé comme du public, sont invités à venir manifester « tous ensemble » pour défendre les emplois de tous. Nous avons besoin de construire un réseau, un collectif large qui mette en lien tous ceux qui le souhaitent. Un outil qui permet de créer et de

renforcer les liens de solidarité mais aussi des liens pour agir ensemble et en même temps. Les structures syndicales devraient servir à ça aujourd'hui mais la plupart du temps, elles ne le peuvent pas ou elles ne le veulent pas.

Une intersyndicale départementale s'est réunie avec les UD des syndicats CGT, CFTC, Solidaires, FSU, un bout de FO, un bout de la CFDT. Une banderole com-



Pour un emploi supprimé... des répercussions sur 4, 5, 10 emplois induits ?

Partout où on crée de la richesse, les patrons font intervenir des entreprises extérieures dont les salariés assurent le nettoyage, la restauration, la maintenance... A ceux-là s'ajoutent tous les salariés des sous-traitants et des fournisseurs.

Ainsi, dans le secteur automobile, « l'externalisation » (comme disent les patrons) engagée depuis les années 80 fait qu'un constructeur ne produit et assemble en moyenne que 20 % d'un véhicule. En 2010, en France, alors qu'il y a environ 220 000 salariés chez PSA et Renault, on comptait 260 000 autres salariés produisant directement pour eux : 80 000 chez les principaux équipementiers ; 70 000 dans la mécanique ; 34 000 pour les pneumatiques et le caoutchouc, 25 000 pour la plasturgie, 20 000 pour l'électronique, 16 000 dans les fonderies, etc. Totalement dépendant des donneurs d'ordres, ils subissent eux-aussi de plein fouet les décisions de licenciements chez les constructeurs, là-aussi les effectifs reculent durement depuis des années.

A ces emplois directement liés au secteur, il faut encore ajouter des milliers d'emplois dans les services, la fonction publique, l'agriculture, l'artisanat... Quand les salariés sont licenciés, ils dépensent moins chez la bouchère, le fleuriste tire le rideau, les territoires se désertifient, les services publics ferment...

Lutter contre les licenciements, c'est réellement se battre pour les emplois de tous.

mune sera déployée devant le Mondial de l'auto. Une banderole qui affirme la bataille pour les emplois de tous. Cette unité se construit mais cela reste compliqué tant les divisions diverses existent aujourd'hui. Il faut faire tomber toutes ces barrières qui nous affaiblissent. Nous n'avons pas le choix. Pour changer les choses, il faut un autre rapport de force. Pour empêcher une fermeture ou des licenciements, cela nécessite de ne pas être isolés. L'appui de tous est nécessaire, celui des pouvoirs publics, des élus locaux, des habitants, des salariés, des structures militantes.

Avec le « train pour l'emploi », c'est ce que nous essayons de faire. Du coup, des salariés, pas toujours syndicalistes, viendront de plusieurs entreprises comme Kéolis, Lagarde, Dassault, SNPE et aussi du public comme l'hôpital, La poste, de l'Education nationale ou encore des demandeurs d'emplois, des étudiants... Devant les portes du salon, nous devrions avoir des délégations des « Sodimédical », des « Fralib », des « PSA Aulnay »... et des représentants nationaux des partis politiques de gauche.

C'est cette solidarité, cette unité, cette perspective de convergence qui peut redonner l'espoir et la force de changer la donne.

P.P.

Lutte des classes dans l'automobile

« Les fermetures d'usines ne sont plus un sujet tabou pour les constructeurs européens » d'après un économiste de ce secteur... qui poursuit « il semble qu'il y ait une prise de conscience de plus en plus aiguë de la nécessité de s'occuper sérieusement de la question des surcapacités ».

On n'avait pas assez mesuré les drames psychologiques du patronat de l'automobile, coincés entre leurs tabous et leur conscience, vu le déferlement de plans de licenciements et d'annonce de fermeture d'usines... Derrière le ridicule cynique du propos, il y avait bien un problème pour le patronat du secteur automobile européen : son incapacité à imposer une purge aussi violente aux salariés que celle infligée par les constructeurs américains notamment. Le tabou non-dit qui pesait, c'était avant tout le rapport de forces.



« Surcapacités » sur tous les tons...

Alors, ils s'y mettent tous pour convaincre les salariés qu'il n'y a pas le choix... ce sont les « surcapacités » de production qui expliquent tout. Depuis des mois, on peut lire et entendre que les usines ne tournent pas assez, qu'elles sont trop nombreuses, qu'il faut en fermer.

Parisot, bien sûr, nous explique que « Si on veut que ces entreprises soient à nouveau performantes, puissantes et leader sur leur marché dans cinq ans, dans dix ans, il faut accepter des ajustements, il faut accepter des restructurations ».

Hollande, qui en juillet, trouvait « inacceptable » le plan de PSA, s'est rallié à l'avis de Sartorius, le rapporteur envoyé par Montebourg qui lui le juge « indispensable » !

Et peu à peu se construit l'opinion faite pour écraser les résistances : les usines produisent trop par rapport au marché, mais pas assez par rapport à leur potentiel... il n'y aurait pas d'autres solutions.

Mondialisation du marché... et de la classe ouvrière

La production automobile n'a jamais été aussi élevée... mais elle ne se répartit plus du tout de la même façon sur la planète. En trente ans, la production en Asie a été multipliée par plus de trois, passant de 13 millions de véhicules à 40,8 ! Dans le même temps, en Europe, elle progressait beaucoup moins vite, de 14,4 à 19,7 millions.

Certes, on ne compte « que » 47 voitures pour 1000 habitants en Chine, tandis qu'il y en a 600 en France, et 800 aux USA... mais la Chine est devenue le premier marché mondial.

Conséquence, avec l'augmentation de la production et du marché, c'est aussi une nouvelle classe ouvrière qui se développe en Chine, en Inde, au Brésil, etc. et qui, elle aussi, engage ses luttes, s'organise.

Le vrai tabou : la crise globale du capitalisme

Paradoxalement, la production automobile n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui : 78 millions de véhicules fabriqués en 2010 dans le monde, deux fois plus qu'en 1980. Pendant ces trente années, la hausse a été continue, à l'exception des années 2008 et 2009 où la production était retombée à 62 millions avant de rebondir.

Pour les constructeurs « français » (groupes PSA et Renault), les courbes sont similaires : ils passent de 3,4 millions de véhicules produits en 1980 à 6,5 millions en 2011, avec comme seul recul en trente ans les années 2008-2009.

Que s'est-il passé ces deux années ? La crise dans l'automobile est une des répercussions de la crise générale du capitalisme qui a éclaté avec les subprimes, puis s'est étendue avec une crise générale de la finance et du crédit. 80 % des véhicules neufs étant achetés à crédit, la restriction des capacités de prêts des banques a percuté indirectement le secteur automobile. Et à cela s'est ajoutée l'augmentation du prix du pétrole.

Cette crise s'inscrit en fait dans une longue période d'attaques des classes dominantes pour augmenter leurs profits. Elles ont tout fait pour diminuer la part des richesses revenant aux travailleurs, appauvrissant ainsi le monde du travail dans son ensemble. Avec pour conséquence évidente la diminution de la consommation des classes populaires.

Le secteur automobile a ainsi subi de plein fouet la politique de ses patrons. En effet, à force de restructurations et de réorganisation de la production, en intensifiant les cadences et la productivité, les patrons ont réussi à obtenir que les travailleurs produisent davantage tout en étant moins nombreux. En 25 ans, entre 1980 et 2005, dans ce secteur, la valeur ajoutée par travailleur a été multipliée par 4, passant de 18 000 euros à 71 000 euros par an. Dans le même temps, la part des salaires dans le chiffre d'affaires est passée de 24 % en 1980 à 10 % en 2007.

Ainsi, malgré la crise, les profits n'ont presque jamais cessé d'augmenter... mais c'était en ruinant leur source. Oubliée la vieille propagande d'Henry Ford qui au siècle dernier faisait croire qu'il payait bien ses ouvriers pour qu'ils achètent ses voitures...

La réponse du patronat

En 2008-2009, la production s'est effondrée de moitié aux USA et au Japon. La réponse des actionnaires a été d'une extrême violence : 18 usines fermées aux USA, des dizaines de milliers d'emplois supprimés, des renégociations de contrats de travail à la baisse, avec le chantage fait aux syndicats de ne plus payer les retraites, etc.

Résultat, alors qu'il y avait 1,3 millions de salariés aux USA dans ce secteur en 2000, il n'y en a plus que 670 000 en 2009. Les départs « volontaires » se sont multipliés, les salaires ont baissé, des jeunes salariés avec des contrats aux rabais ont remplacés les anciens qui avaient plus d'acquis. Et les syndicats de l'automobile (UAW) se sont engagés dans la négociation des reculs.

En Europe, les Etats sont intervenus pour « sauver le secteur », avec les primes à la casse, les subventions au patronat de l'automobile, ne faisant que retarder un peu les attaques qui déferlent aujourd'hui.

A écouter le patronat, ce serait ces purges qui relanceraient la production. En réalité, elles ne font que préparer une étape plus dure encore de la crise.

Défendre les emplois aujourd'hui... pour sortir du tout bagnole demain.

La « civilisation de la bagnole » ne peut pas durer. L'aberration des déplacements individuels quotidiens pour aller bosser multiplie les maladies et le stress, et coûtent des fortunes en infrastructure. A cela s'ajoutent l'épuisement des ressources pétrolières, et surtout, une crise environnementale globale que les maîtres du monde sont bien incapables d'enrayer. Pour en finir avec cela, il faut en finir avec la domination des multinationales industrielles et financières, les seules à profiter de ce système.

Seul un pouvoir réellement soucieux des intérêts des travailleurs et de la population, avec le souci de vivre en harmonie avec la nature, pourrait prendre les mesures radicales pour réorganiser la question des transports et de leur production.

Un tel pouvoir ne pourra naître que des mobilisations des salariés. Défendre les emplois et les salaires aujourd'hui, prendre en main ses affaires, c'est préparer la prise en main de toute la société demain, pour réorganiser la production, en fonction des besoins sociaux et du respect de l'environnement.

Quand les chefs d'Etat s'agitent...

En pleine bataille pour sa réélection, Obama a saisi au mois de septembre l'Organisation Mondiale du Commerce pour dénoncer la pratique de taxes douanières par la Chine dans le marché automobile. De leur côté, les dirigeants chinois avaient dénoncé auparavant des exportations « à perte » venant des USA...

Au-delà de leurs effets d'annonce pour convaincre les populations qu'ils agissent, il y a bien une concurrence, une guerre commerciale, entre les bourgeoisies de ces pays... qui par ailleurs co-investissent dans des projets communs et se prêtent réciproquement de l'argent.

Ce méli-mélo montre bien que le capital n'a pas de frontières... mais qu'il a des Etats prêts à la guerre économique pour le servir.

Mener nous aussi notre lutte de classe

Jusqu'à maintenant, ce qui a freiné le patronat européen, c'est malgré les apparences la résistance des salariés. Bien sûr, il y a eu des fermetures d'usines, mais elles ont coûté cher, aux patrons comme aux politiques. Jospin doit se souvenir de Vilvoorde, de la Cellatex, et d'autres. Sarkozy a fait semblant de sauver les Lejaby. Quant à Hollande et Montebourg, tout le monde a déjà compris qu'ils ne feront rien.

Les attaques actuelles, qui visent en même temps plusieurs usines de constructeurs en Europe et de nombreux sous-traitants, créent de fait les conditions de la convergence des luttes, entre salariés de plusieurs entreprises et de plusieurs pays. C'est ce qu'ont entrepris de construire des équipes

militantes comme celle de la CGT Ford qui cherche à créer des liens, construire la solidarité dans la lutte.

Les difficultés et les obstacles sont nombreux, les reculs encaissés pèsent, mais malgré les décennies de division, de restructuration, d'externalisation, le secteur automobile reste assez nombreux pour peser dans le rapport de forces, pour mener une bataille qui peut renverser l'opinion en faveur de l'interdiction des licenciements, le partage du travail, la défense de tous les emplois.

François Minvielle

Sources : de nombreux éléments viennent d'un dossier de la revue *Tout est à nous !* et du site des camarades NPA du secteur de l'automobile. On y trouve aussi l'actualité de leur intervention politique et syndicale. A lire et à faire connaître : www.npa-auto-critique.org

Nos vies, pas leurs profits

3 millions de chômeurs, 3 millions de trop !

C'est bien entendu anecdotique et symbolique ce chiffre de 3 millions qui a mis la lumière sur le drame social et humain que représente le chômage qui touche massivement directement ou indirectement la classe ouvrière depuis plus de 30 ans maintenant.

Ces chiffres méritent quelques explications complètes pour bien comprendre :

- 3,232 millions dans la catégorie A qui n'ont aucune activité,
- 4,733 millions en y ajoutant les catégories :
 - B qui travaillent moins de 78 h dans le mois,
 - C qui travaillent plus de 78 h dans le mois,
 - D qui sont dispensés de recherche d'emploi.

Il y a enfin, non comptabilisés, ceux et celle qui ne sont même pas sur les listes de Pôle emploi par radiation, par découragement, par exclusion, sans papiers...

En Gironde, pour juillet 2012, il y avait 112 178 inscrits toutes catégories. Ce même mois, Pôle emploi a collecté 8 230 offres d'emplois dont 3 461 contrats de 6 mois et plus et 4 769 contrats de 6 mois ou moins. Sans préciser le nombre d'heures travaillées ni le salaire horaire...

Face à tout cela, le gouvernement nous ressort une nouvelle

version, éculée, d'emplois aidés avec le CEA, Contrat Emploi d'Avenir : 1 CDD ou 1 CDI de 1 an minimum et 3 ans maximum dont l'Etat couvre 75 % du salaire. L'objectif étant d'arriver à 150 000 de ces emplois précaires fin 2014.

Comme pour les quelques centimes sur l'essence ou le coup d'ongle de pouce au Smic, c'est consternant...

Face à l'ampleur de cette catastrophe que représentent le chômage et le travail précaire, il faut des mesures radicales de la même ampleur pour partager le travail entre tous et toutes avec une importante baisse de la durée du travail et, dans un premier temps, le retour au départ à une retraite complète après 37,5 années de cotisations.

Cela nécessite bien sûr de s'en prendre au pouvoir et aux profits des capitalistes. Rien qu'un seul d'entre eux, Arnault, a une fortune personnelle de 32 milliards. Le gouvernement en cherche 30 ça tombe bien ! Et il en resterait encore 2 à ce monsieur pour lui permettre de vivre très bien... en Belgique ou pas !

Jacques Raimbault

Logement à Bordeaux : bonne nouvelle...

... pour les très riches ! Le Grand Hôtel de Bordeaux va ouvrir une suite de 800 mètres carrés qui devrait être inaugurée en juin 2013 lors de Vinexpo. Pour y passer une nuit, il en coûtera entre 10 000 et 50 000 euros (si, si !). Le prix n'est pas encore fixé mais ce sont les tarifs pratiqués précise le directeur dans *Sud-Ouest* du 8 septembre. Et, de préciser que la clientèle existe mais ne vient pas pour l'instant car il n'a qu'une suite de 120 mètres carrés à proposer qui n'est pas jugée assez grande !

Pour bien imaginer les chiffres dont on nous parle, il faut calculer par exemple combien de mois ou d'années de nos salaires ou pensions ou allocations représente une nuit d'hôtel comme ça.

C'est vraiment affligeant et surtout profondément révoltant.

Ce même 8 septembre, on a aussi ap-

pris ce nouveau drame du « mal logement » qui a fait plusieurs victimes dans un incendie d'immeuble insalubre à St-Denis.

Ces deux exemples extrêmes nous montrent bien cette accumulation insolente de richesses par une minorité d'un côté qui est cause d'une misère grandissante pour une part toujours plus grande de la population de l'autre côté.

A Bordeaux, le centre d'accueil d'urgence de Leydet supprime des places (voir *Anticapitalistes !* n° 28) alors qu'il y a déjà un manque criant dénoncé par toutes les structures qui s'occupent des sans abris notamment le Samu Social qui doit refuser plus de 100 hébergements tous les jours. Des milliers de personnes doivent survivre dans des taudis insalubres, des squatts et même des terrains vagues, tout en étant en plus pour-

chassées et régulièrement expulsées par la police comme pour les « camps de Roms » pour lesquels le gouvernement de gauche et son ministre Valls continuent le sale boulot de Sarko !

Il y a vraiment urgence à imposer :

- La réquisition des logements vides, des milliers sur Bordeaux et CUB, inhabités depuis des années souvent, appartenant à des sociétés qui spéculent sur l'immobilier,
- Le blocage du prix des loyers qui atteignent une part des revenus insupportable au point que même avec un salaire on n'y arrive pas. Alors, pour les plus pauvres...
- La construction massive de logements dits sociaux : il en faudrait au minimum 500 000 par an loin des 150 000 promis par le gouvernement.

J.R.

Nos vies, pas leurs profits

Commerce : échos du bulletin NPA SCASO-Cestas (Entrepôts Leclerc)

« Pouvoir d'achat » : qui a dit ?

« La question du pouvoir d'achat me passionne. Je n'arrive pas à imaginer qu'on puisse parler de bien-être sans un minimum d'aisance matérielle. C'est une question politique : le niveau de pouvoir d'achat détermine pour les citoyens un état de liberté [...] ».

Karl Marx ? Philippe Poutou ?

Non, c'est MEL, Michel Edouard Leclerc, dans un article publié sur son blog et intitulé « les enjeux de la lutte pour le pouvoir d'achat »... Lui qui vit dans le quartier huppé du parc de Montretout à Saint-Cloud sait en effet de quoi il parle...

Mais bizarre, quand il s'agit de nos salaires, ou du paiement de notre temps de pause, là il y a comme un blanc sur le « pouvoir d'achat » !

Carrefour licencie : les actionnaires applaudissent !

Alors que le groupe a engrangé 769 millions d'euros de bénéfices pour les six premiers mois de l'année, la Direction de Carrefour a annoncé fin août 500 à 600 suppressions de postes. Dès le lendemain, le cours de l'action grimpait à la Bourse ! Les patrons et les actionnaires de la grande distribution comme les autres se frottent les mains quand le nombre de salaires à payer diminue !

Et peu importe pour eux que le chômage explose et que dans le monde entier la population se serre la ceinture... Ils ne s'inquiètent de l'augmentation de la misère que quand ils n'arrivent plus à vendre leurs marchandises. Alors, pour rester concurrentiels... ils dégraissent un peu plus les effectifs, augmentent la précarité et l'exploitation, et aggravent la crise !

Défendre l'emploi de tous et exiger des salaires décents pour tous, c'est la seule solution pour freiner la machine infernale du capitalisme !

Les cuisines centrales de Pessac offertes au privé par la gauche municipale

Lors du dernier conseil municipal de juillet, les élus du Parti socialiste ont clos le débat sur l'avenir des cuisines municipales, votant comme un seul homme pour les confier pour 10 ans au groupe Ansamble (qui vient d'être absorbé par le géant de la restauration Elior, également propriétaire d'Avenance, Quick, etc.)...

Les cuisines étaient gérées depuis 21 ans par une SEM - société d'économie mixte - contrôlée par la mairie. Lors du premier débat (en pleine campagne électorale du 1er tour des législatives) sur le choix d'une délégation de service public, les élus Verts et PCF, bien que dans la majorité municipale, avaient, comme nous, voté contre (de même d'ailleurs que la droite...).

Mais les festivités électorales terminées, chacun à gauche a retrouvé son bon sens... Et malgré la présence des salariés des cuisines, déjà présents au conseil précédent et revenus pour diffuser un courrier aux élus leur demandant de voter contre... les élus Verts se sont

abstenus et les élus PCF n'ont pas pris part au vote.

Plus que ça, nous avons appris lors du conseil que la commission composée par le maire pour auditionner les différents groupes privés candidats... était composée d'un élu PS, un PCF et un Vert... et lors du conseil les trois, fiers de leur mission, ont vanté à tour de rôle les prétendues qualités du groupe Ansamble !

Un revirement soudain dont s'est réjoui le maire, satisfait de voir sa majorité rentrer dans le rang et se dédire avec autant de facilité ! Cela a été une leçon de chose en direct devant les salariés bien peu touchés par ces déclarations idylliques...

Le maire, qui a pris la peine de faire la lecture au conseil d'une longue lettre du patron d'Ansamble vantant tout ce qu'il allait faire de bien et de beau... a par contre superbement ignoré le courrier que lui avaient adressé les salariés disant leur désaccord et leurs inquiétudes sur

l'emploi, les conditions de travail et expliquant leur conception du service public et de ce que devrait être la politique d'une mairie de gauche.

C'est donc nous, élus NPA, qui l'avons lu puisque le règlement interdit au public d'intervenir, même quand il est concerné au premier chef par les décisions qui se prennent sans lui...

Les élus de droite ne se sont pas privés de tacler le maire et sa majorité, dénarrant non seulement le choix de se débarrasser des cuisines, la procédure faite en urgence, mais aussi les « gestulations » des uns et des autres...

Les salariés n'ont donc pas gagné mais ils sont repartis avec la fierté de s'être faits respecter. Et leur mobilisation lors des deux conseils, la pression qu'ils ont exercée, ont malgré tout créé un rapport de forces qui leur a permis d'obtenir un certain nombre de « garanties » de leur nouveau patron...

*Isabelle Ufferte et Gérard Barthélémy,
conseillers municipaux NPA*

Nos vies, pas leurs profits

Débats dans la CGT

Pour défendre les emplois, contestons la politique des patrons et du gouvernement

Lors des réunions de rentrée des Unions Locales CGT, dans un climat où les directions syndicales se montrent très satisfaites du « dialogue social » avec le gouvernement Hollande, nombre de militants tenaient à dire leur méfiance et même leur opposition à la politique de celui-ci.

Dans les différentes réunions, l'Union Départementale a eu un ton plutôt offensif, en mettant en avant la question des mobilisations, en soutenant clairement (pour la première fois) l'initiative des Fords au salon mondial de l'auto le 29 septembre, en dénonçant le TSCG et en proposant d'élargir l'initiative du 9 octobre à tous les secteurs.

De fait, cette manifestation rencontre un écho particulier. Face à Chérèque qui veut occuper la place de « principal interlocuteur » de Hollande en acceptant par avance l'augmentation de la CSG et même les contrats compétitivité-emploi, Thibault cherche à reprendre la main en étendant l'initiative lancée au départ par les syndicats de la métallurgie sur « l'emploi industriel », tout en maintenant la politique du « dialogue social » avec le gouvernement.

Mais, dans les réunions, il est clair que bien des militants veulent utiliser cet appel pour manifester leur mécontentement face aux patrons qui licencient, mais aussi face au gouvernement. Sur le TSCG, contre l'austérité prônée par Hollande, contre le soutien qu'il apporte aux capitalistes qui licencient comme à PSA, contre les suppressions d'emplois dans la fonction publique... les raisons ne manquent pas. Dans les débats, certains plus anciens se rappelaient même de l'après 1981 et du silence des directions syndicales après la victoire de Mitterrand... Pas question pour eux de revivre ça !

Ce débat s'ouvre largement au travers de la montée des Fords ou de la préparation du 9 octobre. Avec l'aggravation de la crise et l'explosion du chômage, c'est l'ensemble d'une politique au service des capitalistes et des banques qu'il nous faut combattre. Nous ne pourrions le faire qu'en élargissant la contestation, en osant constituer une réelle opposition du monde du travail face au gouvernement et à sa politique d'austérité.

Laurent Delage

Monnaie (Pessac)

Le pouvoir change, le PDG reste...

À la Monnaie comme dans la Fonction publique ou autres entreprises publiques, le changement de pouvoir n'a pas modifié grand-chose... à commencer par le maintien du PDG. Celui-ci, nommé par la droite, ex-membre du cabinet de Francis Mer et ex-conseiller de Raffarin, a fait voter la poursuite de son mandat sans le moindre problème.

Pas étonnant, la continuité est totale quand il s'agit de faire des économies sur notre dos. Et pour souligner le trait, le PDG vient même de publier sur le site intranet de l'entreprise une lettre de chaleureuses félicitations de Hollande : « *Au cours de ces dernières années, la Monnaie de Paris a su faire évoluer ses activités en engageant d'importantes transformations. A cet égard, sachez combien je me félicite des bons résultats enregistrés par l'établissement* ».

Hollande a de quoi être satisfait, cette année l'Etat a prélevé 50 % des bénéfices de l'entreprise, soit près de 9 millions d'euros. Non content de ça, le PDG a généreusement accordé un dividende supplémentaire de 37 millions pris sur sa trésorerie... Qu'est ce qu'il ne ferait pas pour son unique actionnaire qu'est l'Etat juste avant un renouvellement de mandat !

Par contre, c'est au personnel de payer ces largesses... Côté salaires d'abord, puisque depuis 3 ans que les bénéfices augmentent, les salaires vont à reculer : seulement 1 % lors de la NAO de cette année !

Parallèlement, le patron fait la chasse aux postes de travail en production. A chaque départ en retraite, tout est tenté

pour supprimer le poste, quitte à le remplacer par un intérimaire ou un CDD. Dans l'atelier du conditionnement ou de la dénaturation par exemple, les salariés précaires sont parfois plus nombreux que les embauchés !

Entreprise publique ou privée, les recettes imposées pour plus de productivité et pour dégager plus de bénéfices sont toujours les mêmes : baisse des salaires, dégradation des conditions de travail, précarité.

Ras-le-bol de tous ceux qui se félicitent des « *bons résultats* » qui sont faits sur notre dos. C'est notre dû qu'il va falloir imposer.

L.D.

« Pour nous, tout dépassement d'honoraires est abusif »

Interview de Bernard Coadou, 61 ans, militant associatif, président de l'association girondine « La santé un droit pour tous » et médecin, retraité depuis 2011.

Il fait partie des initiateurs du MMS (Manifeste des Médecins Solidaires) pour la Solidarité, contre les dépassements d'honoraires.

NPA : Des négociations viennent de s'ouvrir entre l'Assurance maladie, les complémentaires santé et les syndicats de médecins libéraux à la demande de la ministre de la santé pour « réguler » les dépassements d'honoraires. Qu'en penses-tu ?

Bernard Coadou : Le cadre des négociations défini par Marisol Touraine nous semble faire preuve de frilosité en période estivale... Il propose un objectif de lutte contre les dépassements « abusifs ». Pour nous, tout dépassement d'honoraires est abusif intrinsèquement et constitue un outil de démolition de la Santé Solidaire. De plus, les dépassements pratiqués à l'hôpital sont exclus des négociations et l'ordre des médecins semble avoir, pour la suite, une haute considération ministérielle... Selon nous, depuis 1980 (date de création du secteur à honoraires « libres »), cet organisme a été inopérant ; il n'a jamais voulu nous préciser le « tact et la mesure » qui en principe doivent s'exercer dans la pratique tarifaire des médecins.



NPA : Tu parles de l'hôpital public alors qu'on pense d'abord aux cliniques privées et à la médecine libérale...

B. C. : Les dépassements sont pratiqués par une minorité de médecins : 7 % des généralistes, 41 % des spécialistes libéraux et 4,5 % des médecins hospitaliers. Ils existent donc dans tous les secteurs et sont pratiqués par des médecins qui pensent exercer une médecine de qualité supérieure, qui d'après eux doit être payée à son « juste prix »... Ils sont en moyenne plus importants dans le secteur public.

Les dépassements représentent 12 % des honoraires médicaux, soit 2,5 milliards par an sur un total de 19 milliards. Ils sont un des facteurs expliquant qu'en 2010, 29 % de nos concitoyens déclaraient avoir renoncé aux soins, ponctuellement ou durablement, pour des raisons financières... soit 14 % de plus qu'en 2009 !

NPA : Comment a démarré votre mouvement contre les dépassements ?

B. C. : Localement, la bataille contre les dépassements d'honoraires a commencé il y a plusieurs années. En 2009, lors d'une réunion de la Coordination Santé Solidarité de Gironde qui rassemblait 120 personnes, nous avons décidé d'en faire un axe d'intervention. Avec des militants associatifs, syndicaux, mutualistes, politiques (dont le NPA), nous avons organisé plusieurs rassemblements publics pour dénoncer cette pratique, devant différentes cliniques et devant un hôpital. Nous avons aussi or-

ganisé des réunions publiques.

Puis, à l'occasion d'affaires locales, en février 2012, nous avons pensé qu'il était utile de montrer que le milieu médical en Gironde est pluraliste, avec une partie importante qui situe la défense de ses pratiques et de ses revenus dans le cadre de la solidarité nationale. Nous avons atteint parmi nos proches la centaine de signataires d'un manifeste. Nous l'avons élargi au plan national en août dernier... les nombreux retours positifs nous font espérer que la frilosité gouvernementale est susceptible d'évoluer dans ce dossier symbolique.

NPA : Comment se fait le lien entre cette lutte et celle pour un véritable service public de santé pour que la Santé soit véritablement « un droit pour tous » ?

B.C. : L'extinction progressive de tout dépassement d'honoraire reste notre objectif. Mais nous dénonçons simultanément, avec le mouvement « Notre Santé En Danger », tous les obstacles à l'accès aux soins pour tous (franchises, forfaits, déremboursements, etc.) ainsi que la démolition des services publics de santé qui s'est accentuée dans le quinquennat précédent.

Plusieurs échéances sont prévues, notamment lors de la semaine européenne début octobre pour défendre la protection sociale, l'accès aux soins pour tous et stopper la marchandisation de la santé :

- le jeudi 4 octobre, différentes initiatives sont prévues en régions ;
- le samedi 6 (le même jour qu'à Varsovie) une manifestation est prévue à Paris, partant à 14h de la place de l'Observatoire (près des Hôpitaux Cochin et St Vincent de Paul) en direction de Matignon.

Nous ne serons pas de trop, tous ensemble, pour impulser l'indispensable sursaut solidaire.

Propos recueillis par Isabelle Ufferte

4 octobre 20 h

salle municipale du Grand Parc
à Bordeaux

Réunion publique :

« Les dépassements d'honoraires : quelles solutions, quelles mobilisations ? »

Organisée par le collectif
Notre santé en danger

« Plan Draghi », TSCG, MES...

Samedi 22 septembre

6 heures contre la dette et le TSCG

Le Collectif girondin pour l'audit citoyen de la dette, auquel participe le NPA33, organisait une « journée pour s'informer, débattre, agir ensemble » autour de la dette publique et du TSCG.

La centaine de personnes présentes ont eu le choix le matin entre trois débats. Un sur « la crise en Grèce, en Islande, en Espagne, au Portugal... » où Jean-Marie Harribey a souligné l'illégitimité de cette dette qui est la conséquence des contradictions et des absurdités de l'économie capitaliste et qu'il faut annuler.

Dans le débat sur « les dettes publiques des collectivités territoriales », JJ Paris, élu du Front de Gauche, a expliqué en quoi les collectivités locales subissent le transfert de charges de l'Etat sans en avoir le financement ; les élus sont ainsi contraints selon lui de privatiser certains services. Une logique que les élus du Front de Gauche ne combattent pourtant pas en votant le plus souvent les budgets de ces mêmes collectivités.

Enfin, Florence Toquet (Syndicat Sud-finances) autour du débat sur « dette publique, déficits publics et fiscalité » a montré que le déficit qui alimente la dette n'est pas dû à l'augmentation des dépenses publiques mais à la baisse des recettes du fait

des cadeaux aux grandes entreprises et aux foyers les plus aisés. La prochaine loi d'orientation budgétaire du gouvernement Hollande poursuit cette politique.

Après une pause autour d'un repas fraternel agrémenté de chansons, l'après midi, près de 150 personnes se sont retrouvées autour de la question du TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) qui dans la continuité des traités précédents, prépare de nouvelles règles de réduction des déficits, de nouvelles mesures d'austérité...

En résumé le TSCG comme toute la politique du gouvernement vis-à-vis de la dette, c'est l'austérité et il faut s'y opposer !

Une première initiative de débats et de mobilisation avant le meeting unitaire du 26 septembre et la journée de manifestation nationale du 30 septembre... qui en appelle d'autres pour construire une opposition sociale et politique contre toutes ces politiques d'austérité ici orchestrées par un gouvernement dit de gauche.

Bruno Bajou et Isabelle Larroquet

Mots nouveaux, vieilles ficelles...

... même impasse !

Alors que la crise européenne de la dette publique n'en finit pas, Mario Draghi, patron de la BCE, présentait le 6 septembre un nouveau plan miracle : ouverture d'un « crédit illimité » pour acheter de la dette des États à condition qu'ils demandent l'aide de l'Union européenne...

Dans le même temps, Hollande s'apprête à faire avaliser par le Parlement la mise en œuvre du Traité de stabilité, de coopération et de gouvernance (TSCG) concocté par Merkel et Sarkozy tandis que, parallèlement, se met en place le Mécanisme européen de stabilité (MES), perfectionnement du Fond Européen de Stabilité Financière (FESF), destiné à accorder, sous conditions, une « aide » aux pays européens en difficulté...

Toutes ces « nouveautés » ne sont en fait qu'une évolution, en l'aggravant, de la politique mise en œuvre depuis le début de la crise européenne de la dette.

Tout d'abord, si Draghi envisage d'ouvrir un « crédit illimité », ça n'est pas

pour prêter directement de l'argent aux États mais pour « acheter de la dette » sur le « marché secondaire ». En fait [voir *Derrière le « mystère » des marchés*], la BCE va continuer à débarrasser les banques des titres pourris qui se sont accumulés dans leurs coffres du fait de leur folie spéculative et leur permettre, ainsi, de reprendre leurs activités bien juteuses un temps perturbées pas la crise.

La première nouveauté est que ce crédit devient « illimité ». La seconde est que son déclenchement est conditionné à la demande, par l'État concerné, d'une aide auprès de l'Union européenne. Comprendre : un prêt du nouveau fond européen, le MES, assorti bien évidemment, de la soumission à de nouvelles exigences de la troïka (FMI, BCE et UE), casse des services publics, austérité, régression sociale...

Chaque recrudescence de la crise de la dette, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie... avait donné lieu à des négociations entre les dirigeants politiques de ces États et la troïka pour

De Merkozy à Merkollande...



Le candidat Hollande avait fait du refus du TSCG un de ses axes de campagne. On voit aujourd'hui le premier ministre Ayrault tenter de convaincre les députés récalcitrants de « sa » majorité de le valider...

Retournement de veste? Soumission à la « puissance allemande » ? Non, fin d'une mascarade!

Fidèle soutien des marchés, le candidat Hollande n'a menti que pour mieux garantir, étant élu, les intérêts des puissances financières. Et il assume pleinement aujourd'hui son rôle, à la place de Sarkozy et aux côtés de Merkel, de loyal serviteur de la grande bourgeoisie européenne.

Au moment du vote, quelques députés Verts s'effarouchent... mais qui pouvait s'attendre à autre chose?

Derrière le « mystère » des marchés...

Comme tous les marchés financiers, le marché des titres de dette, marché obligataire, comporte:

- Un **marché primaire**, composé de quelques banques et grandes institutions financières (assureurs, fonds d'investissements), sur lequel se fait le prêt initial. L'emprunteur émet des obligations, titres de dette que ces banques achètent. Les conditions de l'emprunt (durée, montant global et taux d'intérêts) sont alors fixées en fonction de la « confiance » que le marché primaire fait à l'emprunteur. Le montant, divisé par leur nombre, fixe la **valeur nominale** des obligations. Pour chaque obligation qu'il possède, le rentier touche tous les ans un intérêt calculé sur la valeur nominale et au taux fixé. Et c'est cette valeur nominale qu'il récupèrera à la fin.

- Un **marché secondaire**. Les banques ne gardent pas leurs obligations dans leur coffre en attendant tranquillement que les intérêts tombent... Pour que le capital rapporte, il faut qu'il tourne, aussi mettent-elles toute une partie de ces titres en vente sur un marché boursier, dit **marché secondaire**. Ils y sont alors achetés et vendus à un prix, dit **valeur actuelle**, qui dépend de l'offre et de la demande. Ce trafic est l'affaire des traders, des Kerviel que les banques mobilisent dans leurs salles de marché et dont la fonction est de gagner le plus d'argent possible en achetant quand c'est bas pour revendre quand c'est haut. Ces jeux de casino, qui se déroulent à la vitesse de la lumière, peuvent faire grimper la **valeur actuelle** d'un titre bien au-dessus de sa **valeur nominale**, constituant une **bulle spéculative**. A l'inverse, un doute sur la capacité de l'emprunteur à rembourser sa dette fait s'effondrer le cours du titre (valeur actuelle) bien en dessous de la valeur nominale. Le titre devient « toxique »... pour la santé financière de celui qui le possède.

La **valeur actuelle** des titres détenus par une banque est comptabilisée dans ses fonds propres (puisque'elle les « possède »...). Si ces titres s'effondrent, les fonds propres se réduisent d'autant... ainsi que le moral des actionnaires.

Cela influe aussi sur les prêts interbancaires par lesquels les banques échangent au jour le jour. La confiance entre banques tombe, chacune imaginant que l'autre a ses coffres farcis de titres pourris. Une **crise du crédit** s'instaure : la BCE intervient pour « recapitaliser »...

Mais le pire est peut-être, pour les banques, que les titres toxiques sont invendables sur les marchés financiers et condamnés à croupir dans les coffres, insupportable manque à gagner pour la spéculation : la BCE intervient pour les débarrasser des titres pourris...

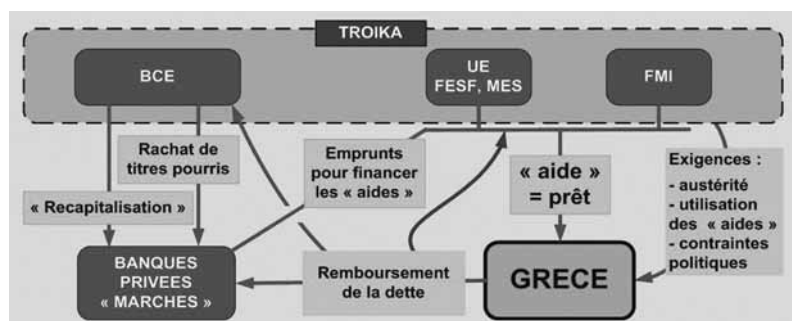
mettre en place ces soi-disant « plans d'aide » [voir *L'arnaque de l'aide aux pays surendettés*]. Mais à quoi bon perdre du temps à négocier si les résultats sont connus d'avance ? Le TSCG est l'inscription dans la législation européenne de la soumission des Etats à la loi des marchés, l'institutionnalisation de la politique d'austérité.

Et qu'importe si ces plans aggravent la crise, conduisent les peuples à la misère et l'économie à la récession. La seule chose qui compte, pour les dirigeants européens, c'est que les marchés soient « rassurés », c'est-à-dire que la machine à fabriquer de la dette et à spéculer puisse continuer à fonctionner.

Sortir de ce cercle infernal demande que les mobilisations qui se lèvent, en Grèce, en Espagne, en France, un peu partout en Europe, pour s'opposer à l'austérité et aux licenciements s'organisent, convergent pour construire et imposer une autre politique. Cette perspective ne peut pas s'inscrire dans un repli sur les frontières nationales comme le proposent souverainistes de gauche comme de droite. L'avenir est dans une Europe des travailleurs et des peuples, une Europe débarrassée de la dictature des marchés.

Daniel Minvielle

L'arnaque de l'« aide » aux pays surendettés



La figure illustre les mécanismes qui régissent les « plans de sauvetage » concoctés par la « troïka » depuis le début de la crise de la dette en 2010. On peut remplacer Grèce par Irlande, Portugal, Espagne...

A gauche, l'intervention de la BCE : des milliers de milliards consacrés à « recapitaliser » les fonds des banques minés par la chute des titres et à racheter tous ceux dont elles veulent se débarrasser. De quoi relancer la machine à prêter et spéculer...

Les autres comparses de la troïka, UE et FMI, interviennent directement auprès des États. Mais leurs « aides » sont en réalité des prêts que le pays « aidé » devra rembourser. Les taux de ces prêts sont certes inférieurs à ceux imposés par les marchés, mais d'autant plus réels qu'aussi bien le FMI que les fonds européens (FESF et MES) doivent emprunter sur les marchés... l'argent de ces « aides ». Ils sont des intermédiaires entre les Etats et les banques.

L'aide ? Une pompe à finance de plus pour siphonner les richesses des poches des contribuables vers les coffres des spéculateurs par le biais du FMI et des fonds européens... et qui aggrave l'endettement de l'ensemble de l'Europe, à commencer par celui des pays « aidés »...

Quant aux conditions de l'aide, on les connaît bien : c'est la casse des services publics, l'austérité, la régression sociale, la soumission du pouvoir politique aux règles de l'Europe des banquiers, incarné jusqu'en mai dernier par Merkozy, et depuis par Merkollande. Sans oublier l'exigence qu'une priorité soit donnée, dans l'utilisation des sommes prêtées, au remboursement de la dette...

Ecole : Imposer le changement

Cette année en Gironde, la rentrée n'a pas été marquée, comme chaque année, par la colère suscitée par les fermetures de classes, les sureffectifs, l'absence d'enseignant sur un poste... Pas d'occupations d'écoles, de sièges d'inspections... Pas de journée de grève pour dénoncer le manque cruel de postes et les conditions d'enseignement, de plus en plus difficiles. Tout irait donc bien en cette rentrée ? Enfin le changement ?

On en est loin. Les quelques postes distillés par Peillon en urgence à la rentrée ne sont qu'une infime goutte d'eau qui ne répond en rien aux besoins des écoles. Les classes maternelles voire élémentaires à plus de 30 ne font pas exception. Jamais la précarité n'a été aussi forte : profs contractuels et personnels de service précaires dans les établissements du secondaire, recours massif aux contrats aidés dans le primaire, auprès des élèves en situation de handicap. Environ 140 EVS administratifs ont été supprimés dans les écoles de Gironde, aggravant la charge de travail des directeurs-trices et les conditions de travail des collègues et des élèves. Des centaines d'enfants en situation de handicap ne pourront pas être scolarisés, faute de personnel d'encadrement. Un premier rassemblement au rectorat mercredi 19 a mis en avant l'exigence d'embauches massives et de titularisation de tous les précaires, dont les missions doivent être reconnues comme de vrais métiers.

Les quelques promesses de Peillon ont vite montré leurs limites auprès des collègues et beaucoup sont déjà dans la désillusion : aucun geste contre les zones ECLAIR comme à Lormont qui expérimentent la déréglementation, les primes au mérite et la toute-puissance des chefs d'établissement ; rien contre l'aide personnalisée dans les écoles, qui alourdit la charge de travail des enseignants et des élèves et qui a justifié le démantèlement des RASED (réseaux d'aide à la difficulté). Quant aux emplois d'avenir pour les jeunes qui souhaitent entrer dans l'enseignement, ils ne sont rien d'autre que le remake de la longue succession des contrats précaires que gouvernements de droite comme de gauche imposent à la jeunesse, depuis des dizaines d'années, des CES, TUC, SIVP, aux aide-éducateurs et autres, plus récemment. Aucune voix ne s'y est opposée à l'Assemblée, des députés de la droite à ceux du Front de gauche. Quant aux salaires, ils continuent d'être bloqués.

Si les acteurs de l'école semblent dans l'attente, ce n'est pas parce que la colère et la révolte ne sont pas au rendez-vous. En région parisienne, des équipes locales avaient déjà posé des préavis de grève à la veille de la rentrée. Mais les

directions syndicales, contrairement aux années précédentes, n'offrent aucune perspective de lutte pour exiger les postes et les recrutements nécessaires, la fin de la précarité, et le retour sur toutes les réformes libérales du précédent gouvernement. Elles acceptent de fait, en ne la critiquant que du bout des lèvres, la pseudo grande concertation sur la refondation de l'école, qui définira la prochaine loi d'orientation pour l'école. Cette pseudo-concertation, au pas de charge, qui écarte les principaux acteurs de l'école, les enseignants eux-mêmes, ne pourra servir que de justification pour masquer l'austérité que ce gouvernement continuera d'imposer à l'école.

La lutte des enseignants et personnels de l'école pour des moyens, contre les suppressions de postes et la précarité massive est celle de tous les salariés, victimes des plans de licenciements, de la précarisation et du chômage. Contre l'austérité que veut nous imposer ce gouvernement qui choisit de se soumettre au diktat de la dette, nous ne pourrions compter que sur nos luttes, tous secteurs confondus. Cette lutte nécessite un débat large entre les enseignants et l'ensemble des salariés, chômeurs, jeunes, pour construire une opposition à la politique de ce gouvernement. Elle nécessite de construire des solidarités, la reconstruction des réseaux interprofs qui nous avaient permis de lutter contre la réforme des retraites, la convergence de toutes les initiatives et luttes qui iront dans le sens du refus de payer une crise qui n'est pas la nôtre.

Christine Héraud

ECRAN DE FUMEE

Les médias n'en finissent pas de relayer les actes de violence qui se sont produits dans certains établissements scolaires depuis la rentrée : dans la région de Poitiers, de Bordeaux, de Marseille... Quatre agressions en une semaine, dès la rentrée... toute cette propagande pourrait laisser croire à une flambée de violence dans les écoles ! Une bonne occasion pour le Ministre Peillon d'assurer les enseignants de son soutien, alors que ces derniers n'ont reçu de sa part que des promesses et que sur le terrain, la rentrée s'effectue une nouvelle fois dans les pires conditions.

Si des actes de violence, incidents et incivilités existent bien dans les établissements scolaires, rien ne dit qu'ils sont en augmentation. Mais leur médiatisation permettra sans doute au nouveau gouvernement de justifier et de mettre en place sa politique répressive contre la jeunesse (500 personnes chargées de la lutte contre les violences scolaires seraient affectées «dans les établissements les plus difficiles» d'ici la Toussaint ou Noël) plutôt que donner de vrais moyens pour des politiques de prévention et de réussite pour tous.

« Fermeture immédiate de la centrale nucléaire du Blayais »

- Samedi 13 octobre, 20h30, St André de Cubzac, grand débat public
- Dimanche 14 octobre, manifestation festive à Bordeaux, 14h quai Richelieu.

Organisé par : Tchernoblaye, Greenpeace, AC Gironde, Négajoule, EELV-Aquitaine, NPA - Détails sur www.npa33.org

Cumulards un jour, cumulards toujours...

Terrible dilemme pour les sénateurs, députés socialistes qui sont aussi maires ou présidents de Conseils généraux ou Régionaux : Aubry les a enjoint de choisir entre leurs 2 mandats fin septembre !

Sur 60 parlementaires du sud-ouest de tous bords, 70 % sont des cumulards, et 26 sur les 42 parlementaires socialistes de la Région ne respectent donc pas la décision de leur parti, promesse de la campagne Hollande !

Tous les prétextes sont bons : « *pas de désarmement unilatéral* » dit Plisson, l'arme au pied tant que le non cumul ne s'appliquera pas aussi à la droite. Rousset préfère refuser des « *élus hors sol* » (sic) et exiger une loi votée par eux-mêmes, qui serait tellement plus démocratique !

La palme peut-être pour Savary qui dénonce « *un coup d'éclat postmoderne* » et « *une injonction monarchique* » de la secrétaire

du PS ! Mais la voix de la conscience est là, Anziani s'écrie : « *Pourquoi diable nous inventer des boîtes à gifle ? Pensons-nous que les déficits publics, le chômage, le pouvoir d'achat, la sécurité sont des défis si dérisoires que nous pouvons y ajouter des polémiques socialo-socialistes sous le regard ironique de nos adversaires ?* »

Toujours est-il que la plupart ne semblent pas prêts à abandonner les positions et privilèges liés au cumul des mandats (environ 8000 € net par mois, plus une indemnité représentative de frais de mandat de 6421 € et 9138 € supplémentaires pour la rémunération de leurs collaborateurs, indemnités utilisées sans aucun contrôle, sans parler de l'accès gratuit au réseau SNCF en 1ère classe, taxis gratuits à Paris et vols gratuits en France), et qu'ils trouvent en plus cela très démocratique et proche du terrain !

Mónica Casanova

A lire :

Discours de la servitude volontaire

Etienne de La Boétie - Edition Mille et une nuits 2,60 euros

C'est à l'âge de 18 ans, en 1548, qu'Etienne de La Boétie a écrit ce court mais si riche texte qui remet en cause la légitimité des gouvernants qu'il appelle « maîtres » ou « tyrans ».

S'il parle bien sûr de son époque, de la monarchie, c'est en s'appuyant sur des exemples de l'histoire politique et sociale de l'Antiquité... pour éviter la censure !

Il se pose la question et veut comprendre « *comment tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations, supportent quelquefois un tyran seul qui n'a de puissance que celle qu'ils lui donnent...* ».

En partant du constat que « *il est bien inutile de se demander si la liberté est naturelle puisqu'on ne peut tenir aucun être en servitude sans lui faire du tort... La liberté est donc naturelle... nous ne sommes pas seulement né avec elle, mais avec la passion de la défendre* ».

Il décortique et explique avec pertinence et plaisir de la belle écriture, les mécanismes des pouvoirs des « maîtres » sur les populations, qu'ils

règnent par la violence des armes, par la succession ou par l'élection du peuple même qu'ils soumettent à leur tyrannie. En considérant aussi que « *la première raison de la servitude volontaire c'est l'habitude* ».

Il explique comment les pouvoirs usent « *des jolis discours sur le bien public et le soulagement des malheureux* » tout en commettant leurs crimes. Et aussi comment les tyrans ne peuvent exister que par tous ceux qu'ils s'attachent à leur service par les gains et les faveurs au point « *qu'ils se trouvent presque aussi nombreux ceux auxquels la tyrannie profite, que ceux auxquels la liberté plairait* ».

Voilà un petit texte profondément actuel dans lequel on peut retrouver les pouvoirs politiques, capitalistes, financiers d'aujourd'hui.

Un texte de révolte contre l'oppression, l'exploitation, le pouvoir, qui fait du bien dans la période que nous vivons ! « *Soyez résolus à ne plus servir, et vous voilà libres* » disait le jeune Aquitain né à Sarlat et mort au Taillan à l'âge de 32



ans. Refuser ce que nous imposent les gens de pouvoir, refuser la fatalité d'un monde invivable, refuser l'exploitation de l'homme par l'homme c'est refuser la servitude.

Lisez et faites lire autour de vous.

J.R.

FETE

Concerts
Débats
Librairie



19h allocution de
**Philippe
POUTOU**

**20
octobre
15h-23h**

NPA

salle
**Son Tay
BORDEAUX**

47 rue de Son Tay - Tram C
arrêt Balcier
ou Gare Saint-Jean

Contact NPA 21 : 88 rue Caillaud Sauvignone - 33 000 01 48 22 - www.npa33.org - contact@npa33.org

**Le samedi 20 octobre,
réservez votre après-midi et
votre soirée,
venez faire la fête avec les
militantEs du NPA33.**

Au moment où nous publions ce numéro d'*Anticapitalistes !*, le programme de notre fête n'est pas encore bouclé. Dès que cela sera fait, il sera annoncé sur notre site www.nps33.org.

SOUSCRIPTION 2012

Association de financement « NPA souscription »
5 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
Approuvée de la CROCFP 06 avril 2012
Dont destinée au NPA.



PAS D'AUSTÉRITÉ POUR LE



www.npa2009.org/souscription

Cette année encore, nous faisons appel à celles et ceux qui partagent nos colères, nos combats, nos espoirs ou tout simplement la volonté de faire vivre le pluralisme. Le NPA est un parti financièrement indépendant et compte le rester. Il ne vit que de ses cotisations... et de vos dons.

La dotation de l'État dont nous avons pu bénéficier était réservée aux frais électoraux. Mais, pour les cinq années à venir, nous ne bénéficierons plus de cette dotation. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur vous, sur la générosité de celles et ceux qui pensent qu'il est indispensable qu'existe un parti anticapitaliste pleinement indépendant de la gauche libérale au pouvoir et des institutions.

Faire un don au NPA, c'est nous permettre de continuer à lutter au mieux contre les capitalistes qui veulent nous faire payer leur crise économique et écologique en nous divisant, en faisant reculer tous nos acquis et droits sociaux, sans parler des libertés démocratiques fondamentales. C'est nous permettre d'intervenir dans tous les champs de la lutte des classes.

Le NPA se bat aux côtés de tous les exploités pour construire aujourd'hui une opposition de gauche au gouvernement. Cette lutte est la vôtre, chaque jour, dans votre travail, votre entourage, votre association, votre syndicat. Nous défendons le même camp social, celui de tous les opprimés.

Nous soutenir, c'est contribuer à ce combat collectif.

D'avance, merci à tous et à toutes.

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.

Deux moyens de paiement:

- par chèque à l'ordre de «NPA souscription» - 2, rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL
- par CB sur le site national: <http://www.npa2009.org/souscription>